

2^{ème} édition – 14 février 2011

Synthèse des sessions de la matinée



Le contexte

Il y a neuf ans, la Convention sur la Biodiversité (CBD) des Nations Unies et le Sommet Mondial sur le Développement Durable se sont engagés à établir des Aires Marines Protégées (AMP) couvrant 10% des océans avant fin 2012. Déjà, cette date butoir a été repoussée à 2020. Aujourd'hui, selon les estimations, seul 1,17% de la surface océanique globale est sous protection, et la partie concernée par une interdiction de la pêche et d'autres activités d'extraction est minuscule.

La réalisation des objectifs de protection marine est freinée par des obstacles tant législatifs et géopolitiques qu'économiques et sociaux. Avec la Note d'Intention MBI 2011 servant de socle à la discussion, des délégués d'horizons divers se sont penchés sur les questions de développement et de gestion des AMP à travers des prismes politiques, scientifiques, écologiques et commerciaux.



SESSION 1: Les Aires Marines Protégées : discussion politique

Modérateur: PDG de Concordia 21 et ancien Président du Costa Rica José Maria FIGUERES

S.A.S le Prince Albert II de Monaco, créateur de la MBI et défenseur ardent des océans, définit le débat comme celui de « la lutte pour assurer l'avenir de l'humanité dans un environnement protégé et productif. » Bien que les AMP contribuent de manière évidente à la régénération des ressources marines commercialisables, ces aires ne doivent pas être considérées d'un point de vue purement économique, mais également comme un moyen « de changer le rapport de l'homme à la nature. »

L'objectif de la réunion, selon le Prince Albert, est de proposer des réponses aux questions suivantes: Comment accélérer l'extension des AMP? Comment les gérer en réseau avec une stratégie mondiale? Comment et avec quels moyens assurer leur suivi scientifique ainsi que le respect des interdictions?

Collaborant déjà avec l'Espagne et l'Algérie dans le domaine de la protection du milieu marin, le Maroc souhaite développer un réseau cohérent d'AMP méditerranéennes, selon Amina BENKHADRA, Ministre marocaine de l'Environnement. Tout en permettant une gouvernance intégrée, un tel réseau doit prendre en compte les spécificités et aspects sociaux locaux, suggère-t-elle, car « chaque localité a ses exigences propres. »

Au Maroc, par exemple, la protection du milieu marin est étroitement liée à la volonté de « doter notre pays d'une pêche durable et de protéger notre ressource, » explique-t-elle. Un plan national de juillet 2010 a créé un outil de régulation de la pêche et de conservation des espèces et milieux menacés, constate Mme BENKHADRA, mais « les défis sont loin d'être relevés. »

Ministre algérien de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement Cherif RAHMANI souligne que la richesse de la Méditerranée, berceau d'autant de civilisations, est autant culturelle qu'écologique. A la fragilité de son milieu marin s'ajoute une fragilité plus générale car aujourd'hui la région subit « de nouvelles fractures économiques, sociales et technologiques. »

La fracture Nord-Sud est également écologique, estime-t-il, en constatant que la grande majorité des AMP se trouvent au nord-ouest du bassin méditerranéen. Afin de combler le déficit en connaissances, M. RAHMANI propose de transformer la *Monaco Blue Initiative* en centre de réflexion permanent permettant la dissémination de la science et du savoir-faire pour le développement d'un réseau d'AMP méditerranéennes.

La Slovénie est très active au niveau régional dans les efforts de protection de l'Adriatique, déclare son ministre de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement, Roko ZARNIC. En particulier, elle a établi un cadre juridique pour la gestion intégrée des zones côtières par secteur d'activité. M ZARNIC invite les participants à assister à la réunion en juin prochain de la Commission pour L'Adriatique qui aura lieu dans son pays.

L'Italie compte 27 Aires Marines Protégées qui couvrent quelque 220 000 hectares de mer et 700 kilomètres de côtes, selon Roberto GIANGRECO, représentant du Ministère italien de l'Environnement. Ces AMP sont très diverses, allant du Sanctuaire Pelagos pour les Mammifères Marins Méditerranéens – une AMP internationale située principalement en haute mer – à deux parcs archéologiques sous-marins. Le niveau de protection varie également, entre zones « sans prise » à celles qui tolèrent une pêche réglementée.

L'Italie travaille en étroite collaboration aux niveaux régional, européen et international. Par exemple, la France et l'Italie ont demandé conjointement à l'Organisation Maritime Internationale de déclarer le Détroit de Bonifacio une « Aire Marine Particulièrement Sensible, » note M GIANGRECO. Cette demande est une première étape pour réduire les dangers posés par le transport maritime. L'entrée en vigueur de la nouvelle Directive Européenne de Stratégie Marine devrait permettre une meilleure intégration des AMP interdépendantes et améliorer la gestion des zones côtières plus généralement, estime-t-il.

Predrag SEKULIC, Ministre du Développement Durable et du Tourisme du Monténégro, remercie l'Italie de l'aide précieuse qu'elle a fournie à son petit pays de l'Adriatique dans le domaine de la protection du milieu marin.

Au Liban, selon Mustapha EL-SOLH, représentant du Président Libanais, un plan national de 2006 pour la protection de sites clé sur terre et en mer est en cours d'exécution, en partie afin de développer l'écotourisme. Le manque de ressources financières, de savoir-faire et d'information freine l'avancement, et M EL-SOLH y voit un besoin de nouveaux partenariats public-privé et d'une meilleure coopération internationale. Son pays souhaite voir la Monaco Blue Initiative devenir un partenaire majeur dans le développement des AMP.

Représentante permanente de la Grenade à l'ONU et Présidente de l'Alliance des Petits Etats Iliens Dessima WILLIAMS recommande vivement une extension rapide des AMP avec une plus grande inclusion d'acteurs divers au niveau politique. Réitérant un souhait formulé lors de la précédente MBI, Mme WILLIAMS ajoute que « l'aspect durable et l'équité doivent être au cœur du débat. » Le principe de l'équité a une importance particulière pour les petits états îliens, qui sont par définition extrêmement dépendants des ressources marines, insiste-t-elle.

Ces pays ont des objectifs ambitieux de réduction d'émissions de CO₂, de réforme de la pêche et du développement des AMP. Etant donné la répartition mondiale de la production et de la consommation, « nous nous attendons à un niveau d'engagement plus ambitieux de la part du monde développé, » dit Mme WILLIAMS.

La Ministre française de l'Environnement, du Développement Durable et du Transport Nathalie KOSCIUSKO-MORIZET en convient: « C'est un des défis majeurs du 21^e siècle et nous sommes loin de le relever, » dit-elle. Dernièrement, lors du Grenelle de la Mer, la France a entrepris la définition d'une stratégie maritime véritablement intégrée en concertation avec une multitude d'acteurs concernés. Plusieurs parcs marins en sont nés, dont le tout récent parc mixte des Calanques près de Marseille, à la fois terrestre et marin. Le succès des partenariats public-privé rencontré par la France dans le développement d'espaces humides protégés, que Mme KOSCIUSKO-MORIZET a qualifié de « remarquable, » pourrait servir d'exemple pour les AMP.

Elle déplore l'absence de cadre juridique pour les AMP dans les eaux internationales, constatant que malgré la ratification de nombreuses conventions, la supervision et la coordination ne suivent pas. Mme KOSCIUSKO-MORIZET propose la création d'une Organisation Mondiale de l'Environnement d'ici 2012 afin de structurer la gouvernance internationale de l'environnement. Cette organisation devrait comporter un « Fonds Vert » qui aiderait à réduire le déséquilibre économique entre le Nord et le Sud, préconise-t-elle.

La discussion s'élargit aux autres participants. Jacqueline McGLADE, Directrice Executive de l'Agence Européenne de l'Environnement estime que si l'on veut plus d'AMP il faut un changement d'approche scientifique. « C'est le calcul du coût de l'inaction qui a changé le débat sur le changement climatique, » affirme-t-elle. « La science des AMP n'est pas suffisamment matérielle. Pour passer des lois il faut des preuves. »

La scientifique Antje BOETIUS est d'avis différent, arguant que le principe de précaution concernant la biodiversité suffit pour agir: « Nous devons nous défaire de cette idée qu'il faut attendre la science. » En tant que directrice d'un groupe de recherche sur l'Ecologie et

la Technologie des Mers profondes à l'Institut Alfred Wegener pour la Recherche polaire et marine, Mme BOETIUS est spécialiste en biologie des mers profondes, en écologie microbienne et en biogéochimie océanique. Son expérience l'a convaincue que tout retard dans la protection du milieu marin pourrait causer la disparition d'organismes ayant le potentiel de changer la vie humaine.

« Ça pourrait être la prochaine antibiotique, la prochaine source énergétique ou le prochain médicament contre le cancer, » dit-elle. Et d'ajouter qu'à part leurs bienfaits potentiels pour l'humanité, « ils vaudraient des milliards. »

Océanographe et exploratrice de National Geographic, fondatrice de la SEAlliance, Sylvia EARLE parle avec la clarté et la passion d'une femme qui a passé plus de 50 ans à explorer les profondeurs et qui est témoin de leur dégradation. « Nous ne protégeons qu'un pour cent de ce qui nous maintient en vie, » dit-elle. « Nous avons encore la moitié du corail. Nous avons encore de la glace aux pôles. Pendant notre quart, pendant notre temps, nous avons une chance – peut-être la dernière chance – de bien faire. »

SESSION 2: Bienfaits et mise en œuvre des Aires Marines Protégées

Modérateurs: [Enric SALA](#), écologiste marin et National Geographic Fellow et [Pierre ERWES](#), Président et Fondateur de BioMarine.

Après un court exposé du Dr SALA sur les bienfaits écosystémiques avérés des AMP, il a invité les participants à en discuter à partir de leurs points de vue différents, allant de la science de la conservation à une orientation commerciale.

DAN LAFOLLEY, Vice-Président de la Commission mondiale sur les Aires Protégées de l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (IUCN), affirme que les AMP ont la capacité de réduire l'impact du changement climatique. Les zones côtières telles que mangrove et estuaires absorbent des quantités importantes de CO₂ – beaucoup plus que les forêts, dit-il, ce qui pourrait être monétisé. « Nous avons raté quelque chose d'énorme, » estime-t-il, en ajoutant qu'un moyen d'accélérer le développement des AMP serait d'exploiter la peur du réchauffement climatique tout en communiquant sur le potentiel des AMP en tant que « suceurs de carbone. »

Le Dr SALA convient qu'il faudrait une meilleure communication sans laquelle on n'a aucune chance de voir les objectifs de l'ONU en termes de protection marine se réaliser. Les communautés locales – y compris les pêcheurs – voient de réels gains économiques en très peu de temps grâce aux AMP et deviennent leurs meilleurs défenseurs, constate-t-il. Il cite l'exemple des Philippines, où des communautés ont créé 300 AMP en s'appuyant sur des partenariats public-privé après avoir constaté les bienfaits de deux aires marines plus anciennes.

L'océanographe identifie deux domaines prioritaires à réformer: le droit international maritime et la politique de subventions à la pêche. Une réforme de cette dernière seule « financerait largement un réseau mondial » d'AMP.

Coordinateur pour la Méditerranée de la Commission Mondiale des Aires Protégées (WCPA) Giuseppe NOTARBARTOLO DE SCIARA témoigne que l'absence de cadre juridique pour les aires se situant au-delà des juridictions nationales a affaibli le Sanctuaire Pelagos pour les Mammifères Marins. La première AMP internationale de haute mer, qui s'étend sur 90 000 km² au large des côtes françaises, monégasques et italiennes a jusqu'à présent échoué dans sa mission de protection des cétacés, constate-t-il.

Victor Ariel GALLARDO, Vice-Président du Comité de Pilotage Scientifique du Census for Marine Life (Recensement de la Vie Marine), attire l'attention à la création en fin d'année dernière du Parc Marin de Sala y Gomez au Chili. La réserve du Pacifique de 150 000 km² sera protégée de toute activité extractive, y compris la pêche. « C'est une réussite, » se félicite-t-il. Avec le parc de Sala y Gomez, le Chili aura protégé 4,41% de ses eaux territoriales.

Bien que les Etats-Unis dispose d'un système très étendu de quelque 1 600 AMP couvrant 36% des eaux territoriales, seules 1% de ces aires interdisent la pêche, selon Terry GARCIA, Vice-Président Exécutif des Missions pour la National Geographic Society.

Désigner de telles zones s'avère très controversé aux Etats-Unis, dit-il, mais il y a des signes d'une évolution maintenant que les acteurs concernés peuvent constater les bienfaits des AMP existantes. Le Sanctuaire des Keys en Floride en est un exemple: les pêcheurs s'y opposaient violemment au début, mais depuis, « ils ont découvert qu'il s'agit en fait d'un compte d'épargne immense pour l'avenir des stocks de poissons. » Aujourd'hui, constate-t-il, « ils sont les meilleurs ambassadeurs de ces aires, ce qui constitue un retournement de situation majeur. »

Frédéric BRIAND, Directeur Général de la CIESM, fait remarquer que les poissons ne sont que l'aspect le plus visible des AMP, et que l'on a tendance à oublier les bactéries marines qui constituent pourtant « la pharmacie de l'humanité. »

La Méditerranée est compliquée de par sa taille et sa géopolitique: « Vous vous trouvez tout de suite dans les eaux territoriales d'un autre pays. » La CIESM mène la création d'un réseau méditerranéen de huit grands Parcs Marins de la Paix qui intégreront des habitats contigus côtiers et de pleine mer et qui créeront des « couloirs de correspondance » pour les grands animaux marins migratoires. Le réseau étant conçu dès le départ comme un système cohérent, il permettra une continuité de mesures entre pays voisins, dit M BRIAND.

Des représentants du secteur privé ont également partagé leur points de vue et expériences concernant les AMP. En tant que productrice de poisson bio en Méditerranée, la Présidente de Cannes Aquaculture et Mayotte Aquaculture Sylvie CHARVOZ soutient fortement les aires marines protégées.

Les produits biologiques sont les seuls qui maintiennent leur prix aujourd'hui, et les eaux protégées ne sont pas un handicap mais un atout à cet égard, dit-elle. Sa société piscicole à Mayotte dans les DOM-TOM a participé à la création d'une AMP dans laquelle son poisson sera cultivé.

Dans l'industrie cosmétique haut de gamme, il est difficile de trouver des sources durables et responsables d'ingrédients marins, selon Nadia MILLER, Vice-Présidente du Développement de la Marque de La Prairie, malgré les efforts de sa société dans ce sens.

« Tout est tellement règlementé, » dit-elle. « J'ai plus d'avocats et d'employés para-légaux dans mon département de recherche et développement que de chercheurs. »

Biologiste Antje BOETIUS voit des opportunités de partenariat avec l'industrie, dans le stockage marin de CO₂ par exemple. Son institut est en train d'étudier les effets du CO₂ sur les organismes des profondeurs afin de déterminer si l'enfouissement du carbone sous la mer ne serait pas un outil potentiel – et une industrie lucrative – dans la lutte contre le réchauffement climatique.

Pour Jean-Yves de CHAISEMARTIN, les AMP sont un moyen efficace de marier différents intérêts. Lui-même a des rôles multiples, étant à la fois entrepreneur dans la culture des algues et maire de Paimpol en Bretagne, où il développe avec sa commune des projets d'énergie hydrolienne et éolienne offshore avec la société EDF. Un des rôles des élus est d'agir rapidement sur des projets industriels d'intérêt public, selon lui. « Je refuse le discours culpabilisant. La mer, c'est l'avenir de la terre. »

Le scientifique, écologiste et diplomate Patrick VAN KLAVEREN, Délégué Permanent de Monaco auprès des Organismes internationaux scientifiques, environnementaux et humanitaires, propose une métaphore bancaire: « Nous devons distinguer entre le capital du milieu marin et les intérêts qu'on peut en tirer, » dit-il. Le défi? « Ne pas confondre réaliser les intérêts et grignoter notre capital. » C'est pour cela, conclut-il, qu'il faut développer les moyens de l'exploiter durablement.

L'Algérie accueillerait favorablement non seulement des conseils techniques de conservation mais également des investissements privés dans le développement durable maritime, fait savoir son Ministre Cherif RAHMANI. L'Algérie compte entreprendre ce type de développement avec l'aide du Fonds Thalocea, selon sa co-fondatrice Aline PAJOLEC. Thalocea est le premier fonds d'investissement privé européen dédié à l'économie maritime et marine.

Jérôme BIGNON, Député de la Somme et Directeur de l'Agence Française des Aires Marines Protégées voit se poindre une évolution vers une gouvernance par consensus parmi les acteurs des AMP. Et de conclure sur une note positive: « Comme dit Jules Verne, 'Rien ne se fait de grand sans une espérance exagérée.' Ayons cette espérance exagérée! »

